



CHAPITRE 27

Loi du ministère des travaux publics et de l'approvisionnement

[Sanctionnée le 14 mars 1973]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Adminis-
tration.

1. Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement, désigné dans la présente loi sous le nom de « ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère des travaux publics et de l'approvisionnement.

Fonctions
du
ministre.

2. Sous réserve des dispositions expresses au contraire dans toute autre loi, le ministre a pour fonctions:

a) d'effectuer ou de faire effectuer tous les travaux publics requis aux fins du gouvernement, sauf les travaux de voirie;

b) d'assurer la garde et l'entretien de tous les édifices et ouvrages publics entretenus aux frais du gouvernement;

c) de pourvoir à l'aménagement et à l'ameublement des édifices publics qui appartiennent au gouvernement ou qui sont utilisés à ses fins;

d) d'exercer un contrôle sur tous les autres travaux entrepris, en totalité ou en partie, aux frais du gouvernement, et sur tous les autres immeubles acquis à ses frais, dans la mesure indiquée par le lieutenant-gouverneur en conseil;

e) de veiller à l'application de la loi et des règlements concernant les achats du gouvernement;

CHAPTER 27

Public Works and Supply Department Act

[Assented to 14th March 1973]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Minister of Public Works and Supply, in this act called "the Minister", shall have the direction and administration of the Department of Public Works and Supply.

Adminis-
tration.

2. Subject to express provisions to the contrary in any other act, the functions of the Minister shall be:

Fonctions
of
Minister.

(a) to carry out or cause to be carried out all public works required for the purposes of the government, except road works;

(b) to ensure the keeping and maintenance of all public buildings and works maintained at government expense;

(c) to provide for the arrangement and furnishing of public buildings belonging to the government or used for its purposes;

(d) to exercise control over all other works undertaken in whole or in part at government expense and over all other immovables acquired at its expense, to the extent indicated by the Lieutenant-Governor in Council;

(e) to see that the law and regulations respecting government purchases are applied;

f) de s'acquitter des autres fonctions que lui assigne le lieutenant-gouverneur en conseil.

(f) to perform the other duties assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

Sous-ministre.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des travaux publics et de l'approvisionnement, ci-après désigné sous le nom de « sous-ministre ».

3. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Public Works and Supply, hereinafter called "the Deputy Minister".

Devoirs.

4. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des fonctionnaires et employés du ministère, il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Under the direction of the Minister, the Deputy Minister shall have the supervision of the functionaries and employees of the Department; he shall administer its day-to-day business and exercise the other powers assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council.

Autorité du sous-ministre.

5. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef de ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

5. The orders of the Deputy Minister must be carried out in the same manner as those of the Minister; his authority shall be that of the head of the Department and his official signature shall give force and effect to every document within the jurisdiction of the Department.

Personnel.

6. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

6. The other functionaries and employees necessary for the proper administration of the Department shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Devoirs des fonctionnaires.

7. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et des employés du ministère qui ne sont pas expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont déterminés par le ministre.

7. The respective duties of the functionaries and employees of the Department not expressly defined by law or by the Lieutenant-Governor in Council shall be determined by the Minister.

Signature des actes, etc.

8. Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire, mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

8. No deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, by the Deputy Minister or by a functionary and only, as regards the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*.

Appareil automatique.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, upon the conditions he fixes, allow the required signature to be affixed by means of an automatic device to such documents as he determines.

Fac-similé.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il

The Lieutenant-Governor in Council may also allow a facsimile of the required signature to be engraved, lithographed or printed on such documents as he deter-

détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est countersigné par une personne autorisée par le ministre.

Authenticité des copies certifiées.

9. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre, le sous-ministre ou un sous-ministre adjoint, est authentique et a la même valeur que l'original.

Droit de passage, etc.

10. Le ministre, le sous-ministre ou tout autre fonctionnaire ou employé du ministère, de même que toute autre personne dûment autorisée par le ministre, peuvent entrer et passer sur toute propriété privée, si cela est nécessaire pour l'accomplissement d'un devoir imposé par une loi dont l'exécution relève du ministre.

Remise de documents.

11. Toute personne ayant la possession ou la garde de documents ou de modèles ayant servi à la construction, à l'amélioration ou à la réparation d'ouvrages ou d'édifices publics placés sous le contrôle du ministre doit les remettre, sur demande, au ministre.

Infraction et peine.

Toute personne qui n'obtempère pas à une demande faite par le ministre en vertu du présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus \$5,000.

Rapport annuel.

12. Le ministre doit, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier, déposer à l'Assemblée nationale un rapport de l'activité de son ministère pour cet exercice.

S.R., c. 9, a. 4, mod.

13. L'article 4 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9), modifié par l'article 19 du chapitre 16 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 4 du chapitre 23 et l'article 17 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 18 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 13 du chapitre 14, l'article 7 du chapitre 26 et l'article 13 du chapitre 65 des lois de 1969, par l'article 12 du chapitre 42 des lois de 1970, par l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1971 et par l'article 13 du chapitre 54 des lois de 1972, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 12° par le suivant:

mines; in such case the facsimile shall have the same force as the signature itself, if the document is countersigned by a person authorized by the Minister.

9. Any copy of a document forming part of the records of the Department, certified as true by the Minister, the Deputy Minister, or an assistant deputy minister shall be authentic and have the same force as the original.

Certified copies authentic.

10. The Minister, the Deputy Minister or any other functionary or employee of the Department, and every other person duly authorized by the Minister, may enter upon and pass over any private property, if it is necessary to do so in the performance of a duty imposed by an act the carrying out of which is under the jurisdiction of the Minister.

Right of entry, etc.

11. Any person having possession or custody of documents or models used for the construction, improvement or repair of public works or buildings placed under the control of the Minister must deliver them, upon request, to the Minister.

Delivery of documents.

Any person who does not obey a request made by the Minister under this section is guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, to a fine of not more than \$5,000.

Offence and penalty.

12. The Minister shall, within the six months following the end of each fiscal year, lay before the National Assembly a report of the activities of his Department for such year.

Annual report.

13. Section 4 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9), amended by section 19 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), by section 4 of chapter 23 and section 17 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, by section 18 of chapter 68 of the statutes of 1968, by section 13 of chapter 14, section 7 of chapter 26 and section 13 of chapter 65 of the statutes of 1969, by section 12 of chapter 42 of the statutes of 1970, by section 1 of chapter 10 of the statutes of 1971 and by section 13 of chapter 54 of the statutes of 1972, is again amended by replacing paragraph 12 by the following:

S.R., c. 9, s. 4, am.

« 12° Un ministre des travaux publics et de l'approvisionnement; ».

S.R., c.
15, a. 1,
mod.

14. L'article 1 de la Loi des ministères (Statuts refondus, 1964, chapitre 15), modifié par l'article 20 du chapitre 16 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 5 du chapitre 23 et l'article 18 du chapitre 72 des lois de 1966/1967, par l'article 19 du chapitre 68 des lois de 1968, par l'article 16 du chapitre 14, l'article 9 du chapitre 26 et l'article 14 du chapitre 65 des lois de 1969, par l'article 13 du chapitre 42 des lois de 1970 et par l'article 14 du chapitre 54 des lois de 1972, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 12° par le suivant :

« 12° Le ministère des travaux publics et de l'approvisionnement dirigé par le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement; ».

Mutation
de fonc-
tionnaires.

15. Les fonctionnaires et employés du Service des achats du gouvernement et du ministère des travaux publics deviennent des fonctionnaires ou employés du ministère des travaux publics et de l'approvisionnement.

Transfert
de crédits.

16. Les crédits accordés aux fins du ministère des travaux publics et du Service des achats du gouvernement sont dévolus au ministère des travaux publics et de l'approvisionnement.

S.R., c.
18, a. 1,
mod.

17. L'article 1 de la Loi du service des achats du gouvernement (Statuts refondus, 1964, chapitre 18) est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant :

« *a* » « ministre » désigne le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement; ».

Id., a. 4a,
aj.

18. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 4, le suivant :

Devoirs
du
ministre.

« **4a.** Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement doit veiller à l'application et à l'exécution de toute politique adoptée par le gouvernement à l'égard des achats visés par la présente loi. »

S.R., c.
137, ab.

19. La Loi du ministère des travaux publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 137) est abrogée.

“(12) A Minister of Public Works and Supply;”.

14. Section 1 of the Government Departments Act (Revised Statutes, 1964, chapter 15), amended by section 20 of chapter 16 of the statutes of 1965 (1st session), by section 5 of chapter 23 and section 18 of chapter 72 of the statutes of 1966/1967, by section 19 of chapter 68 of the statutes of 1968, by section 16 of chapter 14, section 9 of chapter 26 and section 14 of chapter 65 of the statutes of 1969, by section 13 of chapter 42 of the statutes of 1970 and by section 14 of chapter 54 of the statutes of 1972, is again amended by replacing paragraph 12 by the following :

“(12) The Department of Public Works and Supply, presided over by the Minister of Public Works and Supply;”.

15. The officers and employees of the Government Purchasing Service and of the Department of Public Works become functionaries and employees of the Department of Public Works and Supply. Transfer of officers.

16. The appropriations granted for the purposes of the Department of Public Works and the Government Purchasing Service devolve to the Department of Public Works and Supply. Appropriations to devolve.

17. Section 1 of the Government Purchasing Service Act (Revised Statutes, 1964, chapter 18) is amended by replacing paragraph *a* by the following :

“(a) “Minister” designates the Minister of Public Works and Supply;”.

18. The said act is amended by inserting after section 4 the following : Id., s. 4a, added.

“**4a.** The Minister of Public Works and Supply shall see to the application and carrying out of every policy adopted by the government respecting the purchases contemplated by this act.” Duty of Minister.

19. The Public Works Department Act (Revised Statutes 1964, chapter 137) is repealed. R.S., c. 137, repealed.

Interprétation.

20. Dans toute loi ou proclamation, ainsi que dans tout arrêté en conseil, l'expression « ministre des travaux publics » désigne le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement, l'expression « ministère des travaux publics » désigne le ministère des travaux publics et de l'approvisionnement et l'expression « sous-ministre des travaux publics » désigne le sous-ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.

Lois visées.

Sont notamment ainsi modifiées:

- 1° La Loi des travaux publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 138);
- 2° La Loi des institutions psychiatriques pour détenus (Statuts refondus, 1964, chapitre 167);
- 3° La Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone (Statuts refondus, 1964, chapitre 286);
- 4° La Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290).

Entrée en vigueur
(1^{er} avril
1973, G.O.
p. 1377).

21. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Interpretation.

20. In any act, proclamation or order in council, the expression "Minister of Public Works" means the Minister of Public Works and Supply, the expression "Department of Public Works" means the Department of Public Works and Supply and the expression "Deputy Minister of Public Works" means the Deputy Minister of Public Works and Supply.

The following in particular are so amended: Acts amended.

1. The Public Works Act (Revised Statutes, 1964, chapter 138);
2. The Detained Persons Psychiatric Institutions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 167);
3. The Telegraph and Telephone Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 286);
4. The Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290).

21. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming into force
(April 1
1973, O.G.
p. 1377).